



Chapitre 9 :

Piero Gobetti, les Conseils d'usine de 1920, et la situation d'aujourd'hui

RÉSISTANCES : « luttas de classes » ou « luttas avec les pauvres » ?

1920-2015 : du « prolétariat » des conseils d'usine turinois aux « pauvres » dont parle le pape François.

Pourquoi cette comparaison entre 1920 et 2015 ? Y aurait-il des points communs ? : crise économique /création du PCI / montée du fascisme ...



Si les socialistes et les communistes de l'époque (et d'aujourd'hui ?) avaient écouté Gobetti et n'avaient pas pratiqué un tel « réformisme », seraient-ils dans une situation aussi défavorable (hier et aujourd'hui) ? Gobetti est oublié en France où pourtant il est mort, assassiné par les fascistes. Nous donnerons donc une information sur Gobetti et sur son action, puis nous précisons l'histoire des Conseils d'usine turinois et italiens de 1920 déjà évoqués à propos de Gramsci (l'occupation pour la direction et pour la production des

grandes usines par le « prolétariat », ce que nous appellerons plus tard « l'autogestion »), et pour la période moderne, nous nous demanderons si la question des « pauvres » évoquée si fortement par exemple dans la dernière encyclique du pape François, parle de la même chose ? Quels rapports y a-t-il entre le « prolétariat » de 1920 et les « pauvres » d'aujourd'hui ? Y a-t-il encore une « lutte des classes » ? Peut-on résoudre les problèmes d'aujourd'hui par le « réformisme » que pratiquent les « socialistes » ? Sinon, quelle autre politique serait-elle possible ? Et aurait-on pu éviter le fascisme avec une autre politique que celle qu'ont suivie les Partis Socialiste et Communiste Italiens de 1920, ce dernier et Gramsci ayant peut-être sous-estimé le danger fasciste ?

Sur le plan théorique, les « libéraux » d'aujourd'hui (ceux du « néolibéralisme » américain ou européen) sont-ils fidèles à la vraie tradition « libérale » que suivait Gobetti ? Voilà autant de questions que nous nous posons aujourd'hui et qui conditionnent notre avenir, la solution des questions du chômage, de la pollution, du réchauffement climatique, de la sortie de la misère, de la nourriture des « pauvres », du vide de la pensée politique d'aujourd'hui, des leçons qu'on pourrait tirer du passé (dont celui de la *Révolution libérale* de Gobetti), etc.

Ces questions dépassent la vie de l'Italie et nous n'avons pas de réponse toute faite à proposer, mais elles sont posées et peut-être que la pensée de Gobetti, dans notre monde qui est si vide de pensée, pourrait nous être utile.

1) Piero Gobetti (19 juin 1901-15 février 1926)

Piero Gobetti est né à Turin, fils unique d'une famille de paysans de la commune voisine de Turin, Andezeno, venus s'installer en ville pour ouvrir une droguerie via XX Settembre, peut-être en pensant à la ville pour la future éducation de leur fils. Il étudie d'abord à l'école primaire « *Giacinto Pacchiotti* » (1820-1893, chirurgien puis Sénateur du Royaume), puis au Collège « *Cesare Balbo* » (1781-853, homme politique et écrivain qui fut



Président du Conseil du Royaume de Sardaigne, auteur de *Le speranze d'Italia*, de 1844). Il passe ensuite en 1916 au Lycée classique « *Vincenzo Gioberti* » (1801-1852, écrivain auteur de *Del primato morale e civile degli Italiani*,), où il rencontre celle qu'il épousera en 1923, **Ada Prospero** (1902-1968), avec laquelle il travaillera à partir de 1918 jusqu'à la fin de sa vie ; celle-ci devint ensuite enseignante, antifasciste active responsable de mouvements partisans (cf. ci-contre sa photo

en 1944), et une des fondatrices du Parti d'Action ; elle adhère au Parti Communiste Italien en 1956, et consacre une grande partie de son activité à la formation pédagogique des parents d'élèves.

Piero anticipe d'un an la présentation de son baccalauréat et il s'inscrit en octobre 1918 à l'Université de Turin, faculté de Droit (« *Giurisprudenza* »). Parmi les enseignants qui l'influenceront, on trouve **Luigi Einaudi** (1874-1961, économiste libéral de renommée mondiale, qui sera Président de la République de 1948 à 1955), **Gaetano Mosca** (1858-1941, juriste et homme politique), **Francesco Ruffini** (1863-1934, historien et homme politique), **Gioiele Solari** (1872-1952,

Le premier numéro de la revue *Energie Nove*



philosophe et juriste) ; c'est avec ce dernier qu'il soutiendra sa « *tesi di laurea* » (aujourd'hui, master 2) sur ***La philosophie politique de Vittorio Alfieri en 1922***.

Déjà en septembre 1918, il décide avec son amie Ada de lancer une revue d'art, littérature, philosophie, questions sociales, dont le premier numéro sort le 1er novembre 1918, ***Energie Nove***. Il s'inspire de la pensée de **Luigi Einaudi** et de celle d'un autre penseur, **Gaetano Salvemini** (1873-1957, historien socialiste, dénonciateur de la médiocrité de la classe politique italienne), ainsi que de l'écrivain créateur de *La Voce*, **Giuseppe Prezzolini** (1882-1982) ; son idée dominante est **qu'il faut réformer en profondeur la classe politique italienne, sur les plans moral, culturel et militant**.

Il cesse la publication de sa revue en février 1920, et il participe à la création de la *Lega democratica per il rinnovamento della politica nazionale*, avec **Prezzolini** et **Salvemini**, qui lui propose en vain de prendre la direction de son journal, *L'Unità*. Il travaille **Giovanni Gentile**, **Benedetto Croce**, les marxistes (**Marx**, **Sorel**, **Labriola** ...), **Jean Jaurès** ; et, malgré ses critiques de *l'Ordine Nuovo* d'**Antonio Gramsci**, il apprécie le travail politique de **Lénine** et de **Trotski** ; avec sa fiancée, il apprend le russe, fait avec elle des traductions d'ouvrages russes (**Leonid Andreev**, 1871-1919, romancier et dramaturge), et il se rapproche de **Gramsci** pour lequel il a une grande estime, il traduit les ouvrages des catholiques modernistes français, **Maurice Blondel** (1861-1949) et **Lucien Laberthonnière** (1860-1932). Mais sa grande expérience politique sera l'occupation des usines par les ouvriers à partir de septembre 1920 et la **création des Conseils d'usine**, sous la direction de Gramsci et de la publication de *l'Ordine Nuovo* (Voir le chapitre 8 sur Gramsci). C'est là pour lui une véritable « révolution », où les ouvriers, ou du moins leur élite dirigeante, commencent à rénover l'État et à former une nouvelle classe dirigeante. Étudiant à la fois le **Risorgimento** et la **Russie des Soviets**, il développe l'hypothèse que le premier est une révolution manquée, dont les dirigeants restèrent étrangers au peuple, en contraste avec les seconds où il voit l'amorce d'une vraie révolution parce que ses dirigeants sont des hommes d'action qui ont « *réveillé un peuple et lui recréent une âme* ». Le mouvement ouvrier est une « valeur nationale » inspirée par la nouveauté venue de Russie, enfin c'est le peuple qui devient État, et ce mouvement est laïc. Se rapprochant de **Gramsci**, Gobetti devient le critique littéraire et théâtral de *l'Ordine Nuovo*.

Il doit répondre à l'exigence de service militaire (« *La caserne est l'antithèse de la pensée* », écrit-il). Néanmoins, il sort en février 1922 le premier numéro d'une **nouvelle revue, *La Rivoluzione Liberale***, dont le programme est un prolongement de celui d'*Energie Nove*. Participent à la revue des intellectuels comme **Giustino Fortunato** (1848-1932, historien du Mezzogiorno et homme politique), **Antonio Gramsci**, **Don Luigi Sturzo** (1871-1959, prêtre, fondateur en 1919 du Parti Populaire Italien, qui fut la première forme de Démocratie Chrétienne, et partie prenante de l'antifascisme ; le parti fut très vite interdit par la hiérarchie catholique).



Il publie sa thèse sur Alfieri, écrit plusieurs textes, dont une *Histoire des communistes turinois vus par un libéral*, un numéro entier de sa revue sur le fascisme et le 23 novembre 1922 *L'éloge de la guillotine* : « *Il faut espérer que les tyrans soient des tyrans, que la réaction soit réaction, qu'il y ait des gens qui auront le courage d'installer la guillotine, qui maintiennent leurs positions jusqu'au bout... Nous demandons les coups de fouet, pour que quelqu'un se réveille, nous demandons le bourreau, pour que l'on puisse voir clair et que nous soyons la dure écorce d'une noix : nous protégerons nos idéaux de toutes nos forces et tant que ce sera possible contre les abus de pouvoir* ».

Le 11 janvier 1923, **il se marie avec Ada Prospero**, et ils vont habiter dans la maison natale de Piero dans la rue du XX Septembre, qui devient aussi le siège social de la **nouvelle maison d'édition** qu'il vient de créer, et qui, en un an, va publier 84 titres, et 150 en 3 ans, dont des œuvres du penseur libéral anglais **John Stuart Mill**, de **Luigi Einaudi**, la première édition d'*Ossi di Seppia*, la grande œuvre de poésie d'**Eugenio Montale**. Ses livres sont souvent brûlés par le fascisme et sont aujourd'hui pratiquement introuvables. Tous ces livres portent en couverture cette phrase écrite en grec : « *Qu'ai-je à faire, moi, avec les esclaves ?* »

Le 6 février 1923, il est arrêté par les fascistes pour soupçon « *d'appartenance à des groupes subversifs qui complotent contre l'État* » ; relâché 5 jours après, il est à nouveau arrêté le 29 mai, ce qui provoque un débat au Parlement. Gobetti rompt alors avec **Prezzolini** et avec **Gentile** qui se rapprochent du fascisme.

En avril 1924, Piero Gobetti publie son ouvrage de synthèse, *La rivoluzione liberale. Saggio sulla lotta politica in Italia* (La révolution libérale. Essai sur la lutte politique en Italie) (Voir plus loin).

La revue de Gobetti est devenue maintenant un centre de la lutte antifasciste à Turin, mais aussi à Rome, Naples Florence, Milan, Palerme, et des intellectuels de tendances diverses y collaborent, **Giovanni Amendola** (1882-1926, philosophe et homme politique libéral antifasciste assassiné par un commando fasciste), **Luigi Salvatorelli** (1886-1974, universitaire antifasciste, un des fondateurs du Parti d'Action en 1943), **Giustino Fortunato**, **Antonio Gramsci**, **Antonicegli**, **Luigi Sturzo**. La revue est donc constamment saisie et interdite par les pouvoirs fascistes. Gobetti fonde alors, toujours en 1924, une autre revue, *Il Baretto*, sur laquelle écrivent **Benedetto Croce** (1866-1952), **Natalino Sapegno** (1901-1990, spécialiste de littérature italienne), **Emilio Cecchi** (1884-1966, écrivain et critique), **Eugenio Montale** (1896-1981), **Umberto Saba** (1883-1957, poète). Mais Togliatti (1893-1964, secrétaire du PCI de 1944 à sa mort), à l'inverse de Gramsci, a toujours détesté Gobetti.

Gobetti subit plusieurs agressions fascistes, mais la plus grave est celle du 5 septembre 1924, sur ordre de Mussolini qui avait demandé au



Préfet de Turin de « *rendre difficile* » la vie de « *cet imbécile* » (« *insulso* ») *d'opposant au gouvernement et au fascisme* », et il porte tort au « *prestige national* ». Sa maison est perquisitionnée, sa documentation saisie. Ses blessures sont graves, et le 6 février 1926 il est contraint de s'exiler à Paris, où il

meurt dans la nuit du 15 au 16 février 1926 des suites de ses blessures, assisté par **Francesco Fausto Nitti** (1899-1974, un de ceux qui s'évaderont de Lipari avec **Emilio Lussu**), de **Francesco Saverio Nitti** (1868-1963, ancien Président du Conseil exilé par Mussolini), **Giuseppe Prezzolini** et **Luigi Emery** (1893-1979, journaliste collaborateur des revues de Gobetti, antifasciste exilé par **Mussolini**) ; il aurait eu 25 ans le 19 juin, et il venait d'avoir un fils, **Paolo** (1925-1995, résistant antifasciste, metteur en scène, journaliste). Il est enseveli au cimetière du Père Lachaise. **Corrado Augias** a écrit qu'il était « *un des plus grands intellectuels du début du siècle* ».

Sur Gobetti à Paris, lire le beau roman de **Paolo di Paolo** (1983-) *Mandami tanta vita*, Feltrinelli, 2013, traduit en

français par **Renaud Temperini** chez Belfond, en 2014, sous le titre *Tanta vita*.



Quelques éléments de la pensée de Gobetti

a) Il est formé à l'école des grands penseurs libéraux, anglais (ceux dont s'est inspiré **Marx**), **Adam Smith**, **John Stuart Mill** ..., les italiens, **Croce**, **Einaudi**, **Amendola** ..., et les français. Mais il connaît bien

aussi les intellectuels marxistes (sa collaboration avec **Gramsci** en est le meilleur exemple), et socialistes (**Salvemini** en Italie, **Jaurès** en France ...).

b) Il en a retenu qu'il faut penser la société en termes de « **lutte de classes** » : c'est ainsi que les grands philosophes libéraux analysaient la réalité sociale. Et dans cette formule, il y a deux termes, « lutte » et « classes ». Une société n'est pas une réalité uniforme et cohérente, mais elle est formée de groupes différents et dont les intérêts sont opposés, comme, dans les textes de l'époque, la « classe des industriels » et la « classe ouvrière », divisions qu'il faut analyser à chaque période. Le rôle des vrais politiques est de trouver une solution à ces oppositions, mais ce n'est possible qu'à partir d'une « **lutte** » de chacune d'entre elles. Gobetti ne parle donc jamais d'« intérêt général », de « bien commun », d'« unité nationale » : c'est à la classe politique de prendre parti et de tirer les leçons de la lutte entre les classes opposées. Si l'une d'entre elles n'exprime plus ses intérêts et ne peut plus les défendre, on tombe dans une dictature, la démocratie est morte.

« La lutte des classes a constitué *l'experimentum crucis* de la pratique libérale ; c'est seulement à travers la lutte des classes que le libéralisme peut manifester toute sa richesse. Son rôle, en politique, est analogue à celui de l'échange et du commerce en économie. Elle est l'instrument infaillible de la formation des nouvelles *élites*, le véritable levier, toujours en action, du renouveau populaire. Tandis qu'elle détermine le jaillissement des initiatives, la lutte est ce qui garantit les libertés individuelles. Lorsque la lutte s'intensifie, les classes apparaissent comme fermées et agissent comme des unités distinctes et individuées : mais ce serait une erreur de les considérer comme des schémas ou des abstractions alors qu'elles correspondent à un développement et représentent un mouvement. Le rêve nationaliste de destruction ou de domestication des classes est du même acabit que le rêve pacifiste, il oublie la fonction éducatrice du conflit dans la vie des hommes » (*Rivoluzione liberale*, op. cit. p.124)

c) C'est donc **la lutte, le conflit**, qui sont primordiaux. Et chacun doit choisir clairement sa place dans les camps opposés, il n'y a pas de « neutralité », d'« apolitisme » possible. Gobetti soutient explicitement la lutte des conseils d'usine et les occupations d'usines par les ouvriers en 1920.

d) Un des objectifs des luttes est le **renouvellement de la classe politique** : analysant l'histoire du XIXe siècle italien, et la situation en 1920, Gobetti constate que, à part un grand libéral monarchiste, **Camillo Benso comte de Cavour** (1810-1861), et le républicain fédéraliste opposé à Cavour sur la question de l'Unité, **Carlo Cattaneo** (1801-1869), la classe politique libérale est tombée dans la corruption et l'incompétence, tandis que les socialistes se laissaient aller à un « réformisme » étriqué, et que même les syndicats pratiquaient un corporatisme à court terme ; l'échec du Risorgimento est que ses dirigeants et ses intellectuels, même **Mazzini**, sont restés coupés du peuple et ont préféré l'unité centralisatrice du pays, exprimée à travers une rhétorique démagogique, au développement de la démocratie, en particulier dans le Sud paysan. Il faut donc renouveler totalement la classe politique ; Gobetti voit la base d'une nouvelle classe politique dans l'élite des dirigeants des conseils d'usine qui ont occupé les usines non pas pour les bloquer et pour combattre le patron, mais pour les faire fonctionner mieux et pour montrer que les ouvriers et les techniciens pouvaient faire mieux que le patron. On aboutirait ainsi à une convergence politique entre le « peuple » et les exigences du développement industriel. Mais à une condition, éduquer culturellement les futurs dirigeants venus des classes opprimées qui sont encore insuffisamment formés et peuvent donc être facilement manipulés par la classe politique dominante.

Et répétons que pour le libéral Gobetti le « réformisme » ne règle aucun problème et conduit au désastre, il pense que seule la « révolution » permet de régler les problèmes et de retrouver une harmonie sociale. Qu'entend-il par là ?

(Voir plus loin quelques textes de Gobetti. Vous pouvez consulter la presque totalité de ses écrits sur le site : www.centro.piero.gobetti-archivio).

2) Les conseils d'usine et l'occupation des usines de 1919-1920

La situation après la guerre

Les lendemains de la guerre de 1915-1918 furent une période de grand trouble :

* **L'Italie est ruinée** par plus de trois ans de guerre, elle a perdu plus de 750.000 hommes et des centaines de milliers sont revenus blessés ou mutilés. Déjà le 22 août 1917, les travailleurs de Turin croisèrent les bras, animés surtout par les anarchistes (**Maurizio Garino, Pietro Ferrero, Italo Garinei**). Au bout d'une semaine, ils durent reprendre le travail, car ils furent victimes d'une violente répression policière (50 manifestants et 10 policiers morts, 1000 arrestations). Cette guerre de 1915-18 n'avait apporté à l'Italie aucun avantage appréciable et ce sont les paysans et les ouvriers qui en avaient payé les frais, sans qu'aucune des promesses qui leur avaient été faites aient été tenues ; ce fut une « victoire mutilée » qui mécontenta et les populations ouvrières et paysannes et les nationalistes et les soldats revenus de la guerre (Voir notre dossier sur l'Italie dans la première guerre mondiale). Rappelons que pendant la guerre s'étaient créées 1976 entreprises avec 1 million d'ouvriers pour répondre aux besoins de l'armée : ce sont ceux que les ex-combattants appelleront « les embusqués », mais qui seront des ouvriers très actifs et compétents ; un soldat au Front gagnait de 1 à 2 lire quand les ouvriers en prenaient de 10 à 12 et, quand ils faisaient 75 heures par semaine, de 16 à 20.

* **La situation économique est désastreuse.** Les grandes industries, après les grands profits de la guerre, tardent à se reconvertir et laissent sans emploi les millions d'ex-combattants revenus du Front (il y eut 4.500.000 soldats), et les ouvriers mis au chômage après l'arrêt des commandes de guerre. L'inflation et les prix augmentent. Cela détermina des **changements lors des élections politiques de novembre 1919** : les libéraux perdent de nombreux sièges et la majorité (207 sièges, 35,80% pour les 3 partis libéraux), le parti Populaire de Don Luigi Sturzo passe de 33 à 100 sièges (20,63%), et le Parti Socialiste de 48 à 156 (32,28%). Les grèves et les manifestations se multiplient. En août 1919 les paysans du Sud (Latium, Sicile ...) occupent les terres abandonnées des « *latifondi* » (les grandes propriétés), les ouvriers agricoles (« *braccianti* ») se révoltent et s'opposent à la police. En Toscane, on créa l'expression « *Bocci-Bocci* », contamination de « *bolscevismo* » et de l'expression « *fare i cocci* » (= tout casser, littéralement faire des débris, des tessons), pour désigner les mouvements contre le coût de la vie.

* **La situation politique est aussi incertaine.** Les élections « administratives » de juin 1920 conduisirent au remplacement de **Francesco Nitti** par un plus grand libéral, **Giovanni Giolitti**, mais cela ne résout pas la crise. En juin 1920 à Ancône éclate même une révolte **du 11e régiment de « Bersaglieri »** qui refusait de partir en Albanie qui était alors un protectorat italien et où éclataient de fréquentes révoltes ; la révolte s'étendit à de nombreuses autres casernes, activées par les anarchistes **Enrico Malatesta, Antonio Cieri** et **Giovanni Mariga** et par quelques socialistes. La révolte fut réprimée militairement dans le sang, bien que les cheminots aient fait une grève pour empêcher les militaires d'arriver jusqu'à Ancône (le syndicat des cheminots n'avait pas adhéré à la C.G.L. et comprenait une forte composante anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire). La révolte eut cependant une conséquence politique importante : le gouvernement italien renonça à l'occupation de l'Albanie par le Traité de Tirana du 20 juillet 1920 et celui du 2 août qui reconnaissait l'indépendance de l'Albanie.

* Enfin, en arrière-fond, il y avait la **révolution russe de 1917**, la prise de pouvoir par les Soviétiques et l'idée que c'était possible aussi en Italie. C'est ainsi que se développa le mouvement communiste dans le parti socialiste, où apparut le 1er mai 1919 la publication d'**Antonio Gramsci, Palmiro Togliatti, Angelo Tasca** et **Umberto Terracini, L'Ordine Nuovo**, à laquelle participèrent aussi **Romain Rolland** et **Henri Barbusse**. Dès juin 1919, la revue, d'abord orientée vers une information sur la révolution soviétique, évolua vers une recherche de ce que pourraient être les soviets en Italie, et vers une théorisation des « Conseils ouvriers et paysans » comme nouvelle idée-force du mouvement. *L'Ordine Nuovo* devint ainsi bientôt le journal des « conseils d'usine » qui donnèrent forme au mouvement ouvrier qui se développait dans les usines.



Septembre 1920 : des ouvriers armés défendent l'entrée d'une usine à Milan

Les deux « années rouges » (« *il biennio rosso* ») de 1919-1920

Parmi les mouvements, il y eut la **grève déclenchée par la FIOM** (syndicat des métallurgistes) pour obtenir des augmentations de salaires et une amélioration des conditions de travail. Les industriels répondirent par un **lock-out** (la « *serrata* ») et fermèrent les entreprises en commençant par l'Alfa Romeo, et ils s'organisèrent, créant la « *Confindustria* » ; Giolitti attendit et ne fit rien. Le 27 mars 1920,

Ordine Nuovo publie son Manifeste *Pour le congrès des conseils d'usine. Aux ouvriers et paysans de toute l'Italie. Les ouvriers occupèrent alors les usines à partir de juillet 1920*, malgré la présence de nombreux militaires envoyés pour les protéger (entre autres les « *Guardie regie* » constituées par **Nitti** en 1919 sous commandement du Ministère de l'Intérieur pour assurer la sécurité publique), et ils formèrent les « *Guardie rosse* » armées pour résister et permettre aux conseils de faire fonctionner l'entreprise. Il y eut 65 victimes des Gardes rouges et 106 ouvriers tués par les *Guardie Regie* ou par les premières organisations fascistes.

Les conseils d'usine qui se développent alors ne sont pas composés de délégués syndicaux, mais ils doivent réunir tous les ouvriers de l'entreprise, au-delà de leurs opinions politiques, syndicales, religieuses, ou tous les habitants d'un quartier populaire, ou tous les paysans d'une communauté, à l'imitation des « soviets » du début de la révolution de 1917. Car **le syndicat n'a qu'une tactique économique**, visant à obtenir des réformes à l'intérieur du système capitaliste, augmentation de salaire, diminution du temps de travail, etc. Le conseil d'usine vise au contraire à rassembler les ouvriers comme « **producteurs** », techniquement compétents et capables de diriger l'usine ; il vise donc à un remplacement de l'organisation capitaliste de l'entreprise par une autre forme économique, qu'on appellera plus tard l'autogestion, et dont on aura en France une autre expérience entre 1973 et 1976 avec l'affaire LIP, où les ouvriers occupèrent aussi l'usine pour produire et vendre les montres qu'ils avaient fabriquées (mais ils se considèrent comme la « première » expérience de ce type, oubliant celle de Turin en 1920 : cf. « Affaire LIP -Wikipedia, « *pour la première fois de l'histoire* »). C'était donc une action « révolutionnaire » qui fut soutenue par les premiers communistes italiens, théorisée par *l'Ordine Nuovo* de **Gramsci** et approuvée par le libéral **Gobetti** (Cf. *La rivoluzione liberale*, trad. française, pp. 87-107). **Gramsci** exprime cette idée de la nature du syndicalisme dans *L'Ordine Nuovo*, I, 25, 8 novembre 1919 (*Écrits politiques I*, Gallimard, 1974, pp. 283-287 : *Syndicalisme et conseils*) :

« Le syndicalisme s'est révélé comme une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste. Il organise les ouvriers, non en tant que producteurs, mais en tant que salariés, c'est-à-dire en tant que créatures du régime capitaliste de propriété privée ; en tant que vendeurs de la marchandise-travail. Le syndicalisme unit les ouvriers en fonction de l'outil du travail ou de la matière à transformer, ce qui revient à dire que le syndicalisme unit les ouvriers selon les formes qu'impose le régime capitaliste, le régime de l'individualisme économique ».

Et en effet, l'occupation se termina le 24 septembre 1920 quand le patronat proposa aux syndicats réformistes de signer un accord qui prévoyait l'abandon des usines moyennant une augmentation des salaires, le passage de la journée de travail de 10 à 8 heures, et des congés annuels, une indemnité de licenciement et surtout un contrôle ouvrier sur la gestion des entreprises (qui ne se concrétisera jamais). Le referendum du 24 septembre donna 127.904 voix pour le OUI, 44.531 pour le NON et 3006 pour l'abstention. C'en était fini de l'occupation des usines.

Les syndicalistes, appuyés par le Parti Socialiste formaient une des trois tendances existantes, celle qui voulait que les conseils d'usine soient internes au syndicat et non indépendants ; les futurs communistes de *l'Ordine Nuovo* voulaient au contraire des conseils indépendants comme organes révolutionnaires tendant à la conquête du pouvoir : les anarchistes voulaient aussi les conseils indépendants mais pour abattre le pouvoir, non pour le conquérir.

Car *l'Ordine Nuovo* considérait que la période était révolutionnaire et qu'il y avait dans les « Commissions internes » (les Comités d'entreprise) existantes la base du conseil d'usine :

« Existe-t-il en Italie, sous forme d'une institution de la classe ouvrière, quelque chose qui puisse être comparé au Soviet, qui participe de sa nature ? quelque chose qui nous autorise à affirmer : le Soviet est une forme universelle, ce n'est pas une institution russe, uniquement russe ; le Soviet est la forme à travers laquelle, partout où se trouvent des prolétaires en lutte pour conquérir l'autonomie industrielle, la classe ouvrière manifeste sa volonté d'émancipation ; le Soviet est la forme d'autogouvernement des masses ouvrières ; ce qu'il faut donc se demander, c'est s'il existe ne serait-ce qu'un embryon, une velléité, une allusion, de gouvernement des Soviets en Italie, à Turin ?... Oui, il existe en Italie, à Turin, un embryon de gouvernement ouvrier, un embryon de Soviet ; il s'agit du Comité d'entreprise » (Gramsci, *Le programme de l'Ordine Nuovo*, *Ordine Nuovo*, 11-28 août 1920, *Écrits politiques I*, p. 369).

« La période d'histoire que nous sommes en train de traverser est révolutionnaire, parce que les institutions traditionnelles de gouvernement des masses humaines, qui étaient liées aux vieux modes de production et d'échange ont perdu toute signification et toute fonction utile. Le centre de gravité de toute la société s'est déplacé vers un nouveau domaine ; les institutions sont restées purement extérieures, purement formelles, sans substance historique, sans souffle pour les animer. C'est en dehors du Parlement que la classe bourgeoise gouverne ses intérêts vitaux ; la classe ouvrière essaie de nouvelles voies pour trouver, hors du syndicat, son institution gouvernementale, et elle la trouve dans les Conseils d'usines et dans le système des Conseils. Le Parlement était l'organisme où se concentraient les rapports politiques supérieurs déterminés par la concurrence pour le profit, concurrence individuelle, concurrence de groupe ou de couche sociale ; puisque le régime de la concurrence a été aboli par la phase impérialiste du capitalisme mondial, le Parlement national a achevé son rôle historique ; la bourgeoisie se gouverne désormais dans les banques et dans les grandes centrales capitalistes qui concentrent les intérêts amalgamés et unifiés de toute cette classe ; le gouvernement politique s'appuie directement sur ces coalitions, et son activité se réduit à des fonctions de police, au maintien de l'ordre dans les rues et sur les places » (Gramsci, *L'unité prolétarienne*, 28 février-6 mars 1920, *Ibid.* p. 323).



Et les communistes comme les anarchistes concluaient que, vue l'évolution de la société, l'avenir ne présentait qu'une alternative, la révolution ou le fascisme. Ce fut le fascisme qui l'emporta, les socialistes n'avaient pas soutenu les forces révolutionnaires et s'étaient contentés d'obtenir quelques réformes et ils furent battus par les minorités fascistes dès 1922. À l'intérieur du parti socialiste, ce fut la scission : la fraction révolutionnaire, en accord avec la IIIe Internationale, quitta le XVIIe Congrès Socialiste des 15-21 janvier 1921 pour se constituer en parti, le **Parti Communiste d'Italie**.

Profitant de la crise de 1921, la bourgeoisie annula les accords conclus avec les syndicats un an avant, tandis que les groupes fascistes passaient à l'action violente contre les sièges du parti socialiste, contre ses représentants (726 attaques dans les 6 premiers mois de 1921 : sont attaquées 59 Maisons du Peuple, 119 Chambres du Travail, 107 Coopératives, 83 Ligues

Paysannes, 141 sections socialistes, 100 Cercles culturels, 28 syndicats ouvriers, 53 cercles récréatifs ouvriers), contre les « *braccianti* » en grève. **Giolitti**, convaincu de ne pas avoir à craindre les bandes fascistes, intégra des candidats fascistes dans ses listes lors des élections de mai 1921, favorisant l'élection de 35 fascistes. En août 1921, le Parti Socialiste et la CGL signent avec **Mussolini** un « *pacte de pacification* ». La Marche sur Rome commence le 27 octobre 1922, et le premier gouvernement dirigé par **Mussolini** est mis

en place le 28 octobre 1922, c'est le début de la marche vers la dictature fasciste. On a tué la révolution, on a eu le fascisme.

2) Et aujourd'hui ? Aggravation de la crise, réformisme socialiste, populismes, augmentation des « pauvres » ... Comment analyser cette situation ? Le texte du pape François.

Ce texte a été reconnu comme un des plus directement « politiques » écrits par un pape : il se réfère d'abord aux analyses des scientifiques (même s'il rappelle, c'est bien compréhensible) les prises de position de ses prédécesseurs, et il tente d'en tirer des constats objectifs, sans se demander ce qu'en dit la « doctrine sociale » de l'Église (même s'il rappelle les convergences éventuelles, c'est compréhensible aussi). Il reconnaît que la grave crise actuelle de la terre 1) est la conséquence d'une « **structure** » qui ignore les hommes au profit du seul gain d'argent, 2) que cette structure accable la majorité des hommes, que ce sont les « **pauvres** » qui payent le prix du « développement », de la « croissance », et que leur nombre augmente, tandis que la richesse se concentre en quelques mains, 3) qu'il faut donc **changer la « structure »** en profondeur.

À partir de là, le pape n'est pas qu'un chef politique, il est aussi le chef d'une église, chef spirituel, et il ne propose pas à proprement parler des solutions politiques au plan national et international, mais il ouvre des pistes.

Lisez ce texte important et vous en trouverez un long résumé et commentaire sur le site www.italie-infos.fr

Questions possibles : * En quoi consiste la crise d'aujourd'hui ?

- * **L'immigration et le terrorisme en sont-ils les éléments essentiels ?**
- * **Quel rapprochement peut-on faire avec la crise de 1920 ?**
- * **les politiques réformistes néolibérales contribuent-elles à la résoudre ?**
- * **Que signifierait aujourd'hui une politique « révolutionnaire » ?**
- * **Quel avenir ?**

ANNEXE

1) GOBETTI ET L'HYPOTHESE REFORMISTE

« Le réformisme socialiste était la conséquence logique des principes et des psychologies qui sous-tendaient le premier effort chaotique de libération accompli par les classes populaires en Italie.

L'équilibre de notre lutte politique fut gravement compromis par l'héritage du *Risorgimento* : ce qui créa, sans l'accomplir, une situation révolutionnaire particulière qui, si elle était encore latente dans le travail des techniciens et des diplomates attelés à cette oeuvre d'art que fut la création de l'Etat italien, devint relativement explicite quand l'Etat établi se révéla vide de toute signification idéale et incapable d'être vivifié par les masses. En outre, à l'extérieur du gouvernement, une médiocratie plus ou moins savante et qui professe a priori une vocation d'assistance et d'aide au peuple, tente de corrompre par ses réformes et son oeuvre de conciliation toute action directe, en donnant l'illusion aux rebelles, trompés par des propositions pacifistes, de continuer à exercer une fonction éducative d'éclaireurs.

Ne s'apercevant pas de ce jeu, moyennant l'infiltration des conservateurs, le parti socialiste a permis que se reproduise en son sein une nouvelle forme de cette inéluctable antithèse qui, dans l'immaturité italienne, sépare le peuple et le gouvernement. L'accord avec les libéraux-conservateurs et les radicaux s'imposait devant **Crispi** (NDR : *Francesco Crispi, 1818-1901, ancien compagnon de Garibaldi, devient député, ministre, président du Conseil*) et **Pelloux** (NDR : *Luigi Pelloux, général et ministre de la guerre, puis président du Conseil ; doit démissionner en 1900*), au nom de la plus élémentaire des libertés. Mais le danger surmonté, les socialistes ne se distinguent plus de **Giolitti** (NDR : *Giovanni Giolitti, 1841-1928, libéral, président du Conseil de 1901 à 1914*) que par leur surcroît de démagogie : dans l'unité du parti, rediscutée et

proclamée en vain, se cachent les nuances les plus opposées, qui reproduisent dans un langage presque extrémiste, les différents arguments des autres partis italiens, des conservateurs jusqu'aux radicaux. La ligne d'action reste la même : ce ne sont pas différents principes qui se combattent, mais différents individus.

C'est pourquoi, en acceptant une responsabilité gouvernementale qui semblait inéluctable, compte tenu des idéaux premiers, **Bissolati** (*NDR : Leonida Bissolati, 1857-1920, député et ministre du Partito Socialista riformista*) fut plus cohérent et plus sincère que **Turati** (*NDR : Filippo Turati, 1857-1932, fondateur et député du Partito Socialista Italiano*). Au sein du parti, les poses antigouvernementales devenaient elles aussi des positions gouvernementales, des formes de lutte parlementaire. En passant de la place publique à Montecitorio (*NDR : siège de la Chambre des Députés*), la révolution s'est transformée en diplomatie. Les comices ne sont plus que l'arme de l'illusion des nouveaux chefs ; outre l'artifice qui assouvit leur instinct tribunitien, ils constituent un moyen pour affermir leur position personnelle. Le souci de l'unité du mouvement primait sur la cohésion des idées, parce qu'il s'agissait de devenir les représentants d'une organisation forte ; l'on préserva ainsi un semblant d'unité en recourant aux formules intellectualistes de l'arrivisme le plus cauteleux. L'éristique (*NDR : l'art de la controverse*) vide des congrès – de la négation des tendances (Imola, congrès de 1902, Bologne, congrès de 1904) à l'intégrisme (Rome, congrès de 1906), en passant par le réformisme de droite ou de gauche (Florence, congrès de 1908, Modena, congrès de 1911) – dissimule ce calcul secret. Les efforts d'autonomie des masses échappent aux analyses des chefs et fermentent en vain à la recherche d'une forme d'expression. Ce n'est qu'une fois que la guerre européenne semble avoir conduit de nouveaux noyaux d'ouvriers et de paysans à assumer des responsabilités sociales qu'elles émergent enfin de la façon la plus confuse. Mais lorsqu'éclate au grand jour le conflit entre les réformistes et les révolutionnaires, Livourne (*NDR : scission du Parti Socialiste et création du Parti Communiste d'Italie en 1921*) apparaît comme le triste héritage d'une équivoque qui a duré trente ans, et l'incertitude de **Serrati** (*NDR : Giacinto Serrati, 1876-1926, leader de la gauche socialiste, partisan de l'Internationale mais reste au Parti Socialiste jusqu'en 1924, où il adhère au Parti Communiste*) désorganise définitivement les forces populaires ».

(*La révolution libérale*, Ed. Allia, Paris, 1999, pp. 80-81, traduit par Marilène Raiola).

2) GOBETTI - L'USINE

« Grâce aux efforts d'un noyau intelligent de capitaines d'industrie (les seuls bourgeois qu'ait connus l'Italie), il y avait à Turin, tout du moins initialement, avant la guerre européenne, une industrie moderne.

La guerre contribua à son développement : autour des usines Fiat, grâce à **Giovanni Agnelli** (*NDR - 1866-1945, fondateur de la FIAT, grand-père de Gianni Agnelli*) se créa peu à peu un organisme industriel qui transforma la physionomie d'ensemble de l'activité urbaine. « *Il s'agit - comme le souligne un écrivain communiste - d'un gigantesque appareil industriel qui correspond à un petit Etat capitaliste, ou plutôt à un petit Etat capitaliste et impérialiste, parce qu'il dicte sa loi à l'industrie mécanique turinoise, et parce qu'il tend, par sa productivité exceptionnelle, à éliminer et à absorber tous ses concurrents, un petit Etat absolu qui a son autocrate* ».

L'importance des usines Fiat ne se réduisait pas au progrès technique ou économique, elle était le résultat d'une situation moderne tout à fait particulière. Le développement dans une grande ville de la première industrie modèle créait peu à peu une nouvelle psychologie citadine.

Turin devint ainsi la ville la plus moderne de la péninsule, le siège d'une industrie aristocratique qui, de par la sélection des esprits et des capacités, se trouvait concentrée dans les mains de quelques hommes d'exception, constituant la cellule initiale d'un organisme économique au sein duquel la coordination des éléments et la mise en place de nouveaux systèmes de production aiguës la conscience sociale des individus. Ces caractéristiques suffirent à expliquer l'originalité de la vie politique turinoise, alors qu'à Milan, le dilettantisme commercial (**Notari**) (*NDR = Umberto Notari, 1878-1950, écrivain milanais proche du futurisme*) générait une psychologie réformatrice contraire à la politique intransigeante de la ville industrielle. A Turin, en effet, la concentration industrielle créa du même coup la concentration ouvrière. La sélection des esprits dirigeants favorisa la sélection des intelligences ouvrières et la qualification de la main-d'œuvre. Or ces facteurs de progrès technique devaient nécessairement engendrer des conséquences politiques.

En allant jusqu'au bout de sa réalisation, suivant un processus qui semblait donner raison à **Marx**, le capitalisme obligeait le mouvement ouvrier à retrouver ses idéaux premiers, à s'organiser autour de ce qui constituait le centre de sa vie quotidienne et l'aidait directement à exprimer sa logique de rebelle.

Les vieux mythes de la social-démocratie italienne et étrangère (de fragiles témoignages de révolutionnarisme ou de réformisme, selon les différents tempéraments qui les revivaient) se révélèrent inutiles devant l'expérience directe. À la vision politique de ceux qui les acceptaient, il ne restait plus que le dilemme suivant : ou bien l'agitation confuse et

démagogique (**Bombacci**) (NDR = Nicola Bombacci, 1879-1945, dirigeant socialiste puis communiste, qui se rapprocha du fascisme et fut fusillé à Dongo en avril 1945) ou bien le repli rétrograde et craintif du réformisme.

Celui qui, conscient des nouvelles exigences des classes populaires, s'efforça de les étudier, put constater que leur structure avait profondément changé. Ici et là s'affirmait une minorité d'ouvriers combattifs qui, ayant conquis une conscience de classe, en déduisait avec une logique infaillible sa tactique révolutionnaire. L'idéal d'une classe ouvrière aristocratique, consciente de sa force, capable de se renouveler elle-même et de renouveler la vie politique, tel que l'avait perçue la vision historique de **Marx**, et dont l'intuition, au-delà de toute construction économique complexe, constitue selon nous la partie la plus féconde du marxisme, trouva une résonance concrète qui lui permit de s'insérer de façon féconde dans le développement de l'économie italienne.

La spécialisation quasi tayloriste du travail créait chez l'ouvrier la conscience de sa nécessité. En outre, contrairement à l'humble idéal américain et protestant d'un travail conçu comme une réalité purement mécanique, les exigences complexes de la production initiaient un noyau toujours plus important d'élus aux secrets et aux subtilités du travail qualifié, et créaient chez les salariés la conscience d'un idéalisme aristocratique qui, dans son effervescence, engendrait un besoin de pouvoir.

Deux moments essentiels de la civilisation moderne se rencontraient ainsi précisément dans la phase la plus tourmentée de leur ascension. Autour des entrepreneurs et des ouvriers, qui constituaient les noyaux les plus clairvoyants, se regroupaient de part et d'autre leurs partisans, qui alimentaient la lutte par leurs exigences complexes.

Devenue le centre de la vie et des aspirations qui l'entourent, la ville oblige les immigrés (ouvriers manuels et petits bourgeois commerçants) à choisir leur poste de combat parmi les exigences opposées d'une dialectique qui les dépasse. Face à l'Italie, indifférente à ce processus inattendu et vertigineux, on eut dit qu'une fois de plus, Turin allait devoir assumer et réconcilier la péninsule avec la vie européenne.

La théorie de cette nouvelle réalité économique fut esquissée de façon fragmentaire et partielle par les jeunes gens de *l'Ordine Nuovo*. À la lumière de l'expérience politique qui se déroulait sous leurs yeux, ces jeunes conçurent un organisme capable de regrouper tous les efforts productifs légitimes, en adhérant étroitement à la réalité des forces historiques et en les organisant librement suivant une hiérarchie des fonctions, des valeurs et des besoins. La création des Conseils d'usine, où les exigences de l'épargne, de l'entreprise et de la main-d'oeuvre s'organisent en fonction de leur importance et de l'activité développée, telle fut l'idée nouvelle et précise au nom de laquelle ces jeunes gens s'efforcèrent de regrouper les ouvriers et de leur donner une personnalité politique.

Pendant ce temps, parallèlement et en réaction à cette expérience turinoise, on pouvait entendre s'élever en Italie les échos diffus d'une nouvelle situation internationale qui, aux prises avec de profondes antinomies, engendrait des idéaux complexes : les avant-gardes révolutionnaires turinoises étaient en butte à de nouveaux problèmes de tactique, de théorie et de psychologie populaire. La crise révolutionnaire internationale, engendrée par des aspirations messianiques inassouvies et par la misère et l'impuissance qui écrasaient le plus grand nombre, devenait précisément l'antithèse des propos et de l'action alimentés chez les aristocraties prolétariennes par une expérience caractéristique et autonome.

Le problème contre lequel se brisèrent les énergies des théoriciens turinois des Conseils d'usines fut celui du rapport et de la coordination entre l'incertitude confuse des impulsions secrètes qui dominaient chez les masses populaires de la nation et leur instinct révolutionnaire concret ».

(*La Rivoluzione liberale*, ibid. pp. 87-90).

3) **GOBETTI - LA LUTTE POUR LA CRÉATION DES CONSEILS D'USINE**

« Tout au long de l'année 1920, le Conseil d'usine fut le centre de l'activité révolutionnaire, le problème autour duquel se distinguèrent les différentes nuances du mouvement ouvrier, l'organe de la lutte contre les organisations industrielles. Tandis que ces dernières se montraient extrêmement combattives et se vivaient comme moralement et intellectuellement à la tête du développement industriel de la nation, les intellectuels de *l'Ordine Nuovo* réalisaient à leur tour qu'ils ne pourraient pas résister longtemps avec les vieux principes des assemblées syndicales et qu'ils ne pouvaient adhérer à la tactique purement économique de la C.G.L. (*NDR -Confederazione Generale del Lavoro*), alors que le mouvement engageait sans relâche la personnalité tout entière des intérêts : la lutte générale devait se dérouler sur un front unique d'action.

Le réformiste **Mario Guarnieri** (*NDR*, 1886-1974, militant du PSI, responsable de la Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes, partisan des syndicats plutôt que des Conseils d'usine) nous a laissé des documents, pour le moins tendancieux par leur éclectisme ostentatoire, sur l'élaboration première de cette pensée et sur les discussions préliminaires entre partisans et adversaires des conseils. Mais ce différend théorique et pratique a des résonances bien plus complexes qu'une simple question de personne, il correspond à des caractéristiques clairement régionales, liées à

l'avancement des techniques et à une compréhension plus vive des rapports politiques entre les classes sur le terrain de la production.

En août 1919, les groupes d'ouvriers de l'usine Fiat centre, avec lesquels Gramsci entretenait des rapports étroits de collaboration et de discussion, décidèrent de créer de nouveaux organes de lutte et de nouvelles organisations prolétariennes, sur la base d'une institution préexistante : les commissions internes. Ces dernières qui étaient nées à Turin depuis de nombreuses années, sans rencontrer d'opposition majeure de la part des industriels, auraient dû constituer, selon le très pacifique **Colombino** (*NDR - Emilio Colombino, 1884-1933, Secrétaire de la FIOM, allié de Buozzi, syndicaliste réformiste, puis collaborateur du fascisme*) à une nouvelle sorte d'école d'arts et métiers, tandis que **Buozzi** (*NDR - Bruno Buozzi, 1881-1944, ouvrier métallurgiste et député socialiste, militant antifasciste et résistant, assassiné par les nazis*) allait jusqu'à penser qu'elles pourraient contribuer au développement de la production.

Il s'agissait de renoncer aux limites imposées à l'organisation économique par les accords établis explicitement ou implicitement avec les patrons, et de considérer les commissions internes comme des organismes politiques, exerçant un pouvoir à côté et contre le pouvoir du patronat, en les étendant jusqu'à leur donner une véritable structure de Conseils d'usine, capables d'imposer une discipline aux ouvriers et de les organiser en fonction des hiérarchies naturelles de la production.

L'expérience montra d'emblée que les commissions internes pouvaient contribuer, en quelque sorte, à créer de nouvelles habitudes psychologiques. Mais les fonctions du nouveau Conseil devaient se distinguer de celles des commissions, ou tout du moins il fallait que dans chaque atelier les fonctions de direction du mouvement ouvrier soient assignées à de nouveaux commissaires.

L'Ordine Nuovo, aidé par l'édition turinoise de *l'Avanti!* qu'**Ottavio Pastore** (*NDR - 1887-1965, un des fondateur du PCI, premier directeur de l'Unità, résistant antifasciste, Sénateur de la République*), acceptait de concevoir comme le prolongement naturel de la pensée de Gramsci, assumait la préparation et la direction des organismes économiques et des actions politiques. Il montra l'originalité du nouveau mouvement des conseils et la nécessité de les séparer clairement de l'action syndicale. Le syndicat est un organe de résistance qui ne favorise pas l'esprit d'initiative, il vise à donner à l'ouvrier sa conscience de salarié et non la dignité du producteur : il l'accepte dans sa condition d'esclave et travaille pour l'élever, sans le rénover, en se situant sur un terrain purement réformiste et utilitaire. Dans le Conseil, en revanche, la dignité de l'ouvrier résulte de ce qu'il constitue un élément indispensable de la vie moderne. Il est en relation avec les techniciens, les intellectuels, les entrepreneurs et il place au centre de ses aspirations non pas la pensée utilitariste du particulier, mais un idéal de progrès et d'autonomie qui lui permet non seulement de développer ses aptitudes, mais de fonder une organisation concrète à travers laquelle sa classe accède à la prise du pouvoir.

L'action n'était plus subordonnée à des schémas vaguement démocratiques et pédagogiques : la société nouvelle qu'il s'agit d'instaurer ne doit pas être la société d'un peuple indistinct, mais la société du peuple comme prolétariat. Le gouvernement aurait été formé par une aristocratie issue de la base, capable de recevoir l'héritage d'une classe dirigeante épuisée.

Le Conseil d'usine n'était pas seulement un organe de collaboration, il apparaissait également comme la première cellule de la future organisation économique et politique, et durant la période antérieure à la prise du pouvoir, comme le front unique opposé par les combattants d'une armée. A la tête de ce mouvement il y avait des groupes d'ouvriers qui, suivant le mythe de *l'Ordine Nuovo*, firent l'épreuve de leur liberté. Nous avons eu l'exemple de jeunes prolétaires voués à la cause révolutionnaire sans messianisme aucun et sans espérances humanitaires et qui tenaient, sans le savoir, un langage d'hégéliens, subordonnant leur pensée à un idéal aride et austère de l'Etat. Et puisque les masses ne pouvaient comprendre et participer volontairement aux idées nouvelles, ces jeunes se donnèrent pour tâche de les éclairer là où elles étaient aveugles, de les mettre face à des événements qui les détermineraient, consciemment ou pas, à s'engager dans une action précise. Et en effet, au mois d'avril 1920, ils réussirent à Turin à organiser et à imposer durant dix jours une grève générale qui ne se proposait pas les revendications salariales habituelles, mais un objectif nettement plus idéal : le maintien des Conseils. La grève fut un échec parce que le Conseil national du parti socialiste voulut la limiter à la seule ville de Turin et parce que les industriels, guidés intelligemment par **Olivetti** (*NDR - Camillo Olivetti, 1868-1943, fondateur de l'entreprise Olivetti en 1908*) (qui avait étudié la pensée des nouveaux révolutionnaires et en avait pénétré l'esprit et les dangers), s'y opposèrent de toutes leurs forces. La défaite, toutefois, constitua l'une de ces expériences maîtresses qui éprouvent la constance de la volonté et permettent le calcul des forces. Elle ne brisa pas la discipline ouvrière, bien au contraire, elle révéla une capacité singulière au sacrifice. Elle montra l'inaptitude du parti socialiste à engager une action directe ; elle fit comprendre l'exigence de donner au mouvement la marque d'une organisation politique nationale, capable de lancer à tous les ouvriers le mot d'ordre nécessaire pour la défense des groupes les plus avancés et qui constituaient l'avant-garde du mouvement révolutionnaire.

La dissension entre *l'Ordine Nuovo* et **Serrati** consistait essentiellement en ce que pour le premier le front unique de l'action prolétarienne devait se situer dans les tranchées les plus avancées ; pour **Serrati** à l'arrière-garde. La prise du pouvoir constituait, selon **Serrati**, le couronnement de l'élévation générale des masses (utopie mazzinienne abstraite et indéterminée), pour **Gramsci** l'élévation des masses était subordonnée à la prise du pouvoir. Entre ces deux visions, l'une démocratique, l'autre marxiste, l'antithèse se révéla dès le mois d'avril 1920, au cours duquel fut créé le parti communiste turinois, distinct du parti socialiste et en opposition avec lui.

L'occupation des usines, en septembre, constitua le baptême du nouveau parti : la revanche de la bataille perdue au printemps, l'épreuve du feu de la maturité des ouvriers turinois. Mais la victoire signa à la fois la conclusion et le déclin du mouvement, parce qu'elle montra l'impossibilité de l'étendre à toute l'Italie, en raison de certains obstacles économiques et de l'inexistence en dehors de Turin d'une classe dirigeante suffisamment mûre.

Face au mouvement grandiose des Conseils que nous avons décrit, un libéral ne saurait se contenter des positions purement critiques de **Luigi Einaudi** et d'**Edoardo Giretti** (*NDR - 1864-1940, économiste libéral, pacifiste, député du Parti Radical de 1913 à 1919*). Nous sommes devant l'un des phénomènes les plus authentiquement autonomistes qu'ait produits l'Italie moderne. Celui qui, au-delà de tout préjugé de parti, soucieux des effets de la crise d'après-guerre, et qui en même temps que notre liberté annihila notre volonté et notre cohérence, continue à croire en une reprise du mouvement révolutionnaire interrompu durant le *Risorgimento*, en espérant qu'il sera capable de pénétrer enfin l'esprit des masses populaires et de les éveiller à la liberté, devrait reconnaître, dans ces espérances et dans ces épreuves, la voie royale de la lutte politique future. Les communistes turinois avaient dépassé la phraséologie libertaire et démagogique et se posaient des problèmes concrets. Contre la bureaucratie syndicale, ils affirmaient les libres initiatives locales. Dans l'usine, ils assumaient l'héritage spécifique de la tradition bourgeoise en se proposant, non pas de créer une nouvelle économie à partir de rien, mais de reprendre et de prolonger les progrès de la technique industrielle. Contre l'abstraction des programmes de socialisation, ils connaissaient l'importance qu'il fallait attribuer au problème de l'épargne dans l'industrie, et mesuraient pleinement le rôle qui revenait aux entrepreneurs dans la production. Selon ses théoriciens, le Conseil d'usine pouvait satisfaire jusqu'aux exigences des employés, non pas en tant qu'ils sont des petit-bourgeois, mais en tant qu'ils sont des employés, des éléments de la production. En somme, on peut dire qu'à travers leur expérience concrète de l'action politique les jeunes communistes turinois s'étaient totalement affranchis des illusions et des lieux communs du socialisme et de l'internationalisme. Dans le mouvement ouvrier, ils perçurent une valeur libériste. Et si leur expérience a échoué, elle n'en reste pas moins l'un des plus nobles efforts qui aient été entrepris pour rénover notre vie politique ».

(*La Révolution libérale*, Ibid., pp. 96-100)

4) **GOBETTI - L'ECHEC, L'ARRIVEE DU FASCISME**

Gobetti va montrer ensuite comment finit le mouvement des Conseils : l'habile attitude de **Giolitti**, qui ne réprime pas et laisse pourrir la situation, la politique du PCI, qui se referme sur lui-même au lieu de favoriser l'unité de forces antifascistes, le réformisme bavard du PSI et son manque de soutien des forces ouvrières révolutionnaires, la trahison du syndicalisme hostile aux Conseils, les querelles de personnes qui remplacent les luttes collectives, les bagarres pour le pouvoir, etc. tout cela favorisa l'action des nationalistes et leur succès auprès d'un patronat et d'une petite et moyenne bourgeoisie inquiète de l'avancée d'une révolution et soucieuse surtout de tranquillité :

« En participant à la lutte politique, les nationalistes, en vingt ans de doctrine et en quinze ans d'action ont laissé derrière eux un seul enseignement, qui plus est négatif, l'entreprise libyenne (NDR - défaite d'Adoua en 1896). Ils ignorent le problème ouvrier, le problème par excellence, autour duquel auraient dû s'engager, à la vie à la mort, les partis de notre siècle. Ils discutèrent par passe-temps de toutes les questions pratiques, en se complaisant dans des contradictions et des ignorances compromettantes ; ils combattirent la bureaucratie en défendant la centralisation ; ils maudirent l'émigration et en réclamèrent la défense ; ils méprisèrent le problème méridional, tout en exaltant la nation et son unité ; annonceurs de la religion d'Etat, ils s'accointèrent avec les cléricaux ; ils vénèrent la Triple Alliance et finirent par montrer leur finesse dans les ligues d'action anti-allemande ; syndicalistes par mimétisme, ils confondirent habilement les trusts avec les syndicats ouvriers ; critiques de la démocratie et du pacifisme ils ne surent pas même s'insérer dans une tradition bourgeoise » (Ibid. pp. 107-08). Le roi eut peur d'une marche sur Rome menaçante, et il appela **Mussolini**. Le fascisme était là pour 20 ans.

Bibliographie : on ne dira jamais assez combien il peut être important pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui de lire *La Rivoluzione liberale* de **Gobetti**. Sa théorie de la politique, fondamentalement libérale, repose

sur l'analyse historique de l'Italie : pour connaître le présent et construire l'avenir, il faut analyser le passé historique, car il n'y a pas de rupture de continuité. « *L'origine des tares historiques qui pèsent sur l'Italie des années vingt doit être recherchée dans le Risorgimento. Si ce mouvement a marqué la naissance de la nation italienne, il ne s'est pas présenté comme une révolution (ou comme une réforme), son développement fut entravé à la fois par la coalition de groupes et d'intérêts hostiles à ce projet et par l'impréparation et par l'inconséquence des acteurs mêmes de cette révolution... Et le vrai politique ne saurait se passer d'une culture politique* » (Ibid. pp.174 et 177). « *J'ai pour la politique un intérêt de chercheur. Je n'ai jamais aspiré à l'action comme telle ; mais toujours à une éducation politique (...) Je ressens le besoin d'une action politique, mais je préfère me consacrer à un travail de réflexion théorique. Sans doute pourrais-je être un politique, mais je préfère être un historien et un critique de l'immédiat* » (**Gobetti**, ibid. p. 179). Il est donc à l'opposé des « apolitiques » indifférents qu'il détestait. L'intellectuel n'est pas enfermé dans une tour d'ivoire et sa revue sera ouverte sur un projet autour duquel auraient dû s'allier les grandes forces intellectuelles de tous les horizons, du libéralisme au marxisme et à l'anarchisme, en passant par les catholiques libres comme **Luigi Sturzo**, par les critiques littéraires et par les philosophes. Mais, hélas ... !

24 janvier 2016, revu le 14 novembre 2019